

Document présenté aux parlementaires

Relançons STMicroelectronics, en maintenant les emplois, la R&D, la production et tous les sites italiens

ST est une entreprise avec une participation du Ministère de l'Economie italien et du FSI français, qui emploie environ 45000 personnes dans 35 pays dans le monde, dont 9850 en Italie, en divers lieux du Nord au Sud du pays. En Italie, on trouve toute la filière industrielle et les sites de productions, Catane et Agrate, qui emploient 5000 salariés au total. Dans le DEF (Document Economie et Finance) de 2015, était prévu le transfert de la participation dans ST, du Ministère de l'Economie au FSI Italien.

La question des effectifs industriels et des niveaux d'emploi dans le secteur de la microélectronique est critique et délicat. Les historiques de STEricsson et Micron révèlent de façon dramatique les conséquences que peuvent avoir des choix industriels erronés. Seul le fort engagement des syndicats et des travailleurs dans sur le dossier Micron a permis d'éviter le drame de 400 licenciements immédiats.

Pour ST seule une vision de fort développement industriel et technologique peut consolider et développer la présence et l'emploi italien dans ce secteur. Il faut dépasser la vision conservatrice et avant tout financière qui guide l'entreprise depuis quelques années, et lui substituer une vision courageuse qui s'appuie sur le développement de nouveaux produits et sur la recherche technologique.

Le gouvernement doit partir de la reconstruction d'une politique industrielle qui serve de guide et de soutien au développement des secteurs technologiques les plus avancés et à la reconstruction d'un tissu industriel atteint par les délocalisations et la crise.

Les résultats financiers présentés par ST pour le troisième trimestre 2015 indique un caractère préoccupant de l'état de santé de l'entreprise et démontre la crise profonde de la stratégie mise en place ces dernières années.

Au cours des 10 dernières années, ST est passé du troisième au onzième rang du classement mondial des entreprises de semi-conducteurs. Le chiffre d'affaires a diminué d'environ 20% depuis 2005, et les profits se sont érodés malgré un contexte favorable et un marché en forte croissance.

Les salariés ont subi une dure politique d'austérité, pendant qu'étaient augmentés les rémunérations des dirigeants et les dividendes des actionnaires, même dans les périodes de grande difficulté. Il est évident que la distribution massive de dividendes amoindrit les ressources disponibles pour les investissements.

Les analyses de la presse spécialisée sont à peu près unanimes sur les causes de ces difficultés : inadéquation des choix opérés et absence de politique industrielle.

Toutefois, comme cela arrive souvent dans des situations semblables, plutôt que de redéfinir le modèle industriel, la solution proposée est celle d'un énième amoindrissement de la production, sur laquelle plane le spectre d'une restructuration, imposée par une attention pathologique aux « réductions de coûts », qui, en plus de peser toujours plus sur les salaires des employés, détermine une réduction constante des activités ? En face d'une telle situation, ni le gouvernement italien, ni le gouvernement français ne peuvent ignorer leurs responsabilités d'actionnaires ayant un pouvoir de contrôle sur les choix fondamentaux du groupe. Ils doivent conduire le management vers des choix radicalement différents, pour que l'entreprise, s'appuyant sur ses nombreuses ressources techniques, mette en place une relance appropriée.

Evidemment cette intervention doit être rapide, sinon le risque est de conduire une société stratégique, au passé important et aux potentialités fortes, vers le déclin.

En Europe doit se jouer une partie importante, destinée à trouver les ressources nécessaires pour une relance des investissements en R&D en Italie et en France.

Nous demandons :

- L'abandon de la stratégie financière court-termiste
- La priorité aux investissements industriels et à l'innovation
- Une distribution des dividendes corrélée à la situation de l'entreprise et non une valeur garantie quelque soit les résultats
- Un réel changement de la gestion avec le retour à une stratégie de développement de long terme dans tous les secteurs de l'entreprise et les investissements nécessaires pour garantir l'avenir de tous les sites ; l'indépendance technologique et la conservation des postes de travail dans tous les pays
- La reprise des discussions sur la plate-forme pour le contrat d'entreprise, qui met au premier plan la nécessité de relancer la stratégie industrielle
- La confirmation du contrôle public paritaire entre France et Italie, et un soutien stratégique réel de ces Etats : la proposition d'une action envers l'Union Européenne pour soutenir la microélectronique en Europe et sauver ST, et l'engagement de la direction de ST à utiliser les fonds publics pour la recherche et l'innovation technologique

CHOIX STRATEGIQUES

Investissements

L'entreprise doit participer aux fonds et aux projets européens qui donnent accès aux investissements en R&D et en production sur les nouvelles technologies. Le Gouvernement, de son côté, doit définir la microélectronique comme un secteur stratégique et tracteur pour l'économie nationale.

Fim, Fiom, Uilm nationaux, unis avec la coordination des Conseils d'Usine, demandent de participer aux organismes décisionnels et de surveillances des choix industriels et financiers de ST et des actionnaires.

Rapports avec le Ministère du Développement Economique et avec les Régions

Il faut mettre en place la table ronde sur la micro-électronique, avec la participation des associations catégorielles, des syndicats et des régions, et avec l'objectif de concrétiser des décisions et actions aptes à consolider et développer le tissu industriel du Pays.

Des tables rondes régionales devront avoir lieu en même temps pour utiliser les opportunités mises à disposition par les fonds et financements européens, en impliquant les institutions locales dans la dynamique industrielle de l'entreprise, pour soutenir le dialogue avec le Gouvernement

Plan industriel

Fim, Fiom, Uilm nationaux et territoriaux et la coordination nationale dénoncent le non respect du contrat de programme de 2007. Ils demandent le développement de nouveaux projets d'investissement, en agissant pour s'inscrire dans des financements publics, afin de prévoir le lancement de nouvelles productions et de nouveaux projets de R&D 12pouces.

Ils demandent que dans l'information annuelle soit présentée le plan industriel et les plans industriels pour tous les sites italiens, dont le consortium R2.

Doivent être explicités, pour tous les sites, les projets, les engagements, et les investissements en production et en R&D, qui au travers du nombre des niveaux de masques, des produits à haute valeur ajoutée et des volumes liés, garantissent les perspectives de l'emploi, en commun avec l'introduction des nouvelles technologies, en plus du développement de celles déjà existantes.

Il doit être garanti à tous les sites le meilleur niveau technologique, en réalisant des lignes de recherche et développement et de production 8 et 12 pouces sur le territoire national.

On doit accélérer le projet de la ligne pilote de R&D 12 pouces à Agrate et 8 pouces à Catane, ainsi que la conversion des lignes 6 pouces en 8 pouces.

On doit remettre en vigueur les projets de R&D Back-End (Packaging) et biomédical en Italie.

Fim, Fiom, Uilm nationaux et territoriaux et la coordination nationale soulignent que l'on doit porter une plus grande attention aux sites plus petits et au lien entre leur activité et celles des groupes et divisions, et , localement, avec les centres de recherche et les Universités.

Emploi

Nous demandons le maintien du niveau de l'emploi dans la phase de conversion des lignes 6 vers 8 pouces à Catane et pour la réalisation de la ligne pilote 12 pouces d'Agrate.

En cohérence avec les déclarations et les engagements déjà pris au Ministère du Développement Economique et dans les accords syndicaux, il faut lancer toutes les actions nécessaires pour maintenir et augmenter le nombre d'emplois sur les sites italiens.

FIM, FIOM, UILM Nationaux

Rome, le 2 décembre 2015